

"Sortir de l'euro permettrait à la Grèce de repartir"

Le Monde | 15.07.11 | 14h43

Hans-Werner Sinn, économiste allemand. Propos recueillis par Cecile Boutelet

De tradition libérale, réputé pour son franc-parler, Hans-Werner Sinn est l'un des plus célèbres économistes allemand. Directeur de l'institut de conjoncture munichois IFO, il compare la situation actuelle de la Grèce avec celle de l'Allemagne après la crise de 1929.

M. Sinn, vous plaidez pour une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro. Cela ne signifie-t-il pas la fin de la monnaie unique ?

Non, ce qui déstabilise l'euro est le déni de réalité des politiques. Le développement de la Grèce est massivement handicapé par l'euro. La Grèce a deux problèmes : d'abord, elle est surendettée, et surtout, elle n'est plus compétitive. L'euro a permis à la Grèce d'emprunter à taux très faible, le pays a développé une bulle inflationniste et un gigantesque déficit extérieur. Pour faire disparaître le déficit, la Grèce doit réduire ses prix de 20 % à 30 %. Une telle baisse des prix n'est pas possible à court terme à l'intérieur de la zone euro.

L'Allemagne a connu la même situation entre 1929 et 1933. A l'époque, elle ne pouvait pas dévaluer sa monnaie à cause des plans Dawes et Young ; elle a dû procéder à une baisse de ses prix de 23 % et de ses salaires de 30 %, qui a mis le pays au bord de la guerre civile. La même chose pourrait se passer en Grèce si on continue à exiger d'elle qu'elle baisse ses prix et ses salaires de 30 %.

Une sortie de l'euro ne serait-elle pas encore pire pour le pays ?

Une sortie de la Grèce de l'euro déclencherait en effet une panique bancaire : les gens se précipiteraient en même temps vers les banques pour retirer leurs dépôts afin de se protéger du change en drachme et d'une dévaluation. Les banques seraient alors en faillite. Il faudrait donc soutenir les banques.

L'avantage d'une sortie de l'euro est que l'économie pourrait repartir après quelques mois : au lieu de tenter de baisser des millions de prix et de salaires en restant à l'intérieur de la zone euro, on en baisse un seul, le taux de change. L'avantage pour les entreprises de l'économie réelle est que leurs dettes sont également changées en drachme, donc avec une baisse de valeur. Les dettes vis-à-vis de l'étranger deviennent insupportables. Dans les deux cas – maintien ou sortie de la Grèce de la zone euro –, les Etats européens doivent de toute façon soutenir le système bancaire, et restructurer la dette du pays. C'est inévitable.

Les plans d'aide européens à la Grèce ont-ils encore un sens ?

Non. Les politiques qui pensent qu'ils pourront sauver la Grèce et les autres pays en danger avec de nouveaux plans d'aide surestiment les capacités du contribuable européen. Ces programmes ont par ailleurs un effet pervers : ils cimentent en réalité le défaut de compétitivité de la Grèce. Ils ne sont pas une solution : les sommes en jeu sont énormes, elles provoquent les protestations des contribuables des pays stables, y compris la France, et n'aident pas les pays concernés.

Pourquoi ?

En Allemagne, nous avons fait l'expérience de ces effets pervers avec la réunification : nous avons créé, avec les Länder de l'Est, une "*union de transfert*". On transfère des sommes gigantesques de l'Ouest vers l'Est depuis vingt ans. Aujourd'hui, le résultat est décevant : ces régions ne sont pas compétitives, parce qu'elles sont dépendantes de ces transferts. On observe un exode massif des forces

de travail car les créations d'emploi sont trop faibles. Le PIB [produit intérieur brut] par habitant n'augmente que parce que les habitants quittent ces régions. La réunification a raté l'opportunité de voir l'Est retrouver de la compétitivité et une croissance durable grâce à une modération salariale.

Combien de temps durerait cette sortie de la Grèce de la zone euro ?

On peut imaginer qu'après la dévaluation, le pays n'ait besoin que de quelques années pour retrouver sa compétitivité. Un retour dans l'eurozone se ferait sur la base du nouveau taux de change.

Cela ne déclencherait-il pas une réaction en chaîne ?

L'Irlande et le Portugal ont aussi reçu des programmes d'aide, et l'Italie comme l'Espagne sont sous la pression des marchés... Attention : on ne peut en aucun cas mettre l'Italie et la Grèce sur le même plan. L'Italie a une économie robuste, le nord du pays abrite les régions les plus productives et les plus riches d'Europe. Je ne me fais aucun souci : l'Italie réussira à réduire sa dette en appliquant un vrai programme de réduction des dépenses publiques. L'Espagne et l'Irlande sont également en mesure de régler leurs problèmes. L'Irlande a un comportement exemplaire. Il en est autrement du Portugal, qui a une situation similaire – quoique moins grave – à celle de la Grèce. Là aussi, il n'y a aucun signe qui montre que le Portugal peut retrouver sa compétitivité à court terme. Les politiques doivent s'interroger : sont-ils prêts à une déflation à l'intérieur de la zone euro ?

L'euro est-il viable à long terme ?

Pour moi, l'euro et l'eurozone sont indispensables, parce qu'ils concourent à une plus grande intégration de l'Europe, et j'espère que ces problèmes ne sont que passagers. La question, aujourd'hui, est la suivante : veut-on multiplier les programmes d'aide ou veut-on faire appel à la responsabilité des Etats ? Pour moi, il faut autoriser la compétition à l'intérieur de l'eurozone, tout en ayant un outil d'aide en cas d'urgence. On a besoin d'un système de spreads [taux différentiels] qui reflète la vraie capacité des Etats à rembourser leurs créances afin qu'ils soient incités à limiter leur endettement. Si, comme le soutiennent certains, on met en commun les dettes et crée des "eurobonds", on crée un système qui pousse à l'irresponsabilité.

Propos recueillis par Cécile Boutelet

La dette grecque devrait connaître un pic en 2012

La dette publique de la Grèce devrait atteindre un pic de 161 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2012 avant de retomber si le pays applique le programme de consolidation budgétaire voté fin juin, selon des projections de la Banque centrale européenne publiées jeudi 14 juillet dans son bulletin mensuel. Cette dette devrait représenter, en 2020, 127 % du PIB. Ce chiffre serait néanmoins toujours bien au-dessus de l'exigence du pacte de stabilité et de croissance de la zone euro (60% du PIB). Le Fonds monétaire international, lui, table sur une dette grecque à 158 % en 2012.

Mme Merkel veut un accord avant de tenir un sommet

La chancelière allemande, Angela Merkel a déclaré, jeudi 14 juillet, que les pays de la zone euro ne devraient tenir un sommet extraordinaire que lorsqu'ils seront prêts à adopter un accord pour résoudre la crise de la dette grecque. "*Je pense que la condition préalable serait que nous soyons en mesure de prendre une décision et de finaliser le plan [d'aide] à la Grèce*", a-t-elle insisté lors d'un déplacement officiel à Abuja, au Nigeria. Signe de la montée en puissance des négociations, au même moment, les banques créancières de la Grèce étaient réunies à Rome avec des responsables européens pour tenter d'avancer sur leur participation au nouveau plan de soutien à Athènes.

Article paru dans l'édition du 16.07.11